Burundi : Des radios sommées de fournir les sources de leurs financements

@rib News, 10/11/2011 â€“ Source AFPLes responsables des trois principales stations indÃ©pendantes du Burundi, accusÃ©es par le pouvoir d'Ãªtre proches de l'opposition, ont Ã©tÃ© sommÃ©es de fournir leurs sources de financement par le procureur de Bujumbura jeudi, ce qu'ils ont refusÃ© de faire.Il s'agit des directeurs des stations privÃ©es Bonesha Fm,Â Isanganiro etÂ Radio publique africaine (RPA), qui ont Ã©tÃ© interrogÃ©s pendant plusieurs heures, a-t-on constatÃ© sur place.Â«Â Le procureur nous a demandÃ© de fournir les rÃ¨glements d'ordre intÃ©rieurs, les statuts et les documents justifiant nos financements (...). Nous lui avons demandÃ© de nous signifier les raisons de cette demande et s'il y avait des poursuites engagÃ©es contre nous, ce qu'il n'a pas voulu direÂ Â», a dÃ©clarÃ© Ã la presse le directeur de la RPA, Eric Manirakiza.Â«Â Nous avons de notre cÃ´tÃ© refusÃ© de produire ces documentsÂ Â», a-t-il poursuivi, dÃ©nonÃ§ant Â«Â une nouvelle forme de harcÃ¨lement et d'intimidationÂ Â».Les responsables des deux autres stations privÃ©es, financÃ©es en grande partie par la coopÃ©ration internationale, ont Ã©galement refusÃ© d'obtempÃ©rer.InterrogÃ© Ã ce propos, le porte-parole de la Cour suprÃªme et du ministÃ¨re public au Burundi, Elie Ntungwanayo a assurÃ© que Â«Â ces convocations sont tout Ã fait normalesÂ Â».Â«Â Le ministÃ¨re public est le garant de l'ordre public, il peut convoquer tout citoyen et enquÃªter sur toutes infractions Ã©ventuellesÂ Â», a-t-il expliquÃ©.Plusieurs organisations des mÃ©dias et de la sociÃ©tÃ© civile du Burundi dÃ©noncÃ© Â«Â le harcÃ¨lementÂ Â» subi par les trois principales radios privÃ©es du Burundi depuis qu'elles ont commencÃ© enquÃªter sur l'attaque d'un bar de Gatumba, une localitÃ© proche de Bujumbura, qui a fait une quarantaine de morts il y a deux mois environ.Le pouvoir burundais fait face Ã de nouvelles violences depuis la contestation des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010, remportÃ©es par le parti au pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza.